

La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste La Lutte

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » - Karl Marx

26 mars 2021

Stib

De la Commune de 1871 à aujourd'hui : la même guerre de classes !

Il y a 150 ans, le 18 mars 1871, le petit peuple parisien s'insurgeait et proclamait la Commune. Pour ceux qui ne se résignent pas à la domination de la bourgeoisie, c'est, encore aujourd'hui, un fait extraordinaire et enthousiasmant.

La Commune de Paris a été, en France, le premier et le seul pouvoir ouvrier. Du 18 mars au 28 mai 1871, pendant 72 jours, le peuple ouvrier, artisan et boutiquier de Paris – on dirait aujourd'hui le monde du travail – s'est gouverné lui-même.

La bourgeoisie prétend toujours être la seule classe capable de diriger. La Commune a prouvé que les classes laborieuses, les petites gens, n'avaient pas besoin de rois, de politiciens, de chefs ou de patrons pour organiser la vie sociale. Elle a fait ce qu'aucun gouvernement bourgeois n'a jamais fait et ne fera jamais : elle a dirigé la société pour qu'elle réponde aux besoins du plus grand nombre.

En septembre 1870, la France connut une formidable ébullition politique suite à la défaite contre l'armée prussienne, à la chute de Napoléon III et à la proclamation de la République. Les assemblées et les clubs s'étaient multipliés un peu partout. Et surtout, à Paris, le peuple ouvrier s'était armé et organisé au sein des bataillons de la garde nationale pour se défendre.

Pour le gouvernement républicain bourgeois, c'était la menace d'une révolution ouvrière qu'il fallait tuer dans l'œuf. Lorsqu'il tenta de le faire, le 18 mars 1871, en enlevant les canons gardés dans les quartiers populaires, il déclencha l'insurrection.

Le peuple de Paris organisa alors son propre gouvernement : la Commune. Il choisit des responsables issus de ses rangs, des ouvriers et des militants connus pour leur dévouement aux travailleurs. Aux finances, un ouvrier relieur, Eugène Varlin ; à la commission du travail, Léo Frankel, un ouvrier bijoutier hongrois...

C'en était fini des privilèges, des sinécures et des passe-droits ! Membres de la Commune, chefs de bataillons, fonctionnaires municipaux... tous les responsables étaient élus. Ils trouvaient tout naturel d'être rétribués comme les ouvriers qualifiés, naturel aussi de rendre des comptes. Ils ne s'enfermaient pas

dans les palais dorés de la République comme cela se fait aujourd'hui, ils vivaient parmi la population et ils étaient ainsi contrôlés et révocables à tout moment.

Le peuple faisait confiance à ses élus, mais surtout, les élus faisaient confiance au peuple et s'appuyaient sur son action. Associations de quartier, syndicats, coopératives... mille et une initiatives étaient prises pour régler les problèmes des classes laborieuses, et nombre de femmes, comme l'institutrice Louise Michel ou l'ouvrière Victorine Brocher, y tinrent les premiers rôles.

Il fallait nourrir de toute urgence la population ? Des cantines collectives furent mises sur pied. Il fallait donner un toit à des milliers de familles ? Les Communards décidèrent un moratoire sur les loyers et réquisitionnèrent les logements vacants. Il n'y avait plus de travail ? Ils chargèrent les associations ouvrières de faire tourner les ateliers abandonnés. Il fallait éduquer les enfants ? Les églises furent réquisitionnées et transformées en écoles, des volontaires sollicités...

Le petit peuple de Paris pouvait compter sur un gouvernement qui prenait fait et cause pour le locataire contre le propriétaire, pour l'ouvrier contre le capitaliste, pour le pauvre contre le riche.

Une telle démonstration était intolérable pour la bourgeoisie. Le gouvernement de Thiers écrasa la Commune, fusillant sans autre forme de procès quelque 20 000 Communards.

Aujourd'hui, la société fonctionne à l'inverse des principes de la Commune : le gouvernement dirige au service exclusif d'une minorité richissime, pour les profits et la propriété privée de cette poignée de parasites. C'est ce qui rend la société incapable de trouver les solutions aux maux dramatiques qu'elle génère : le chômage, les crises économiques ou la crise écologique.

C'est ce qui fait que, dans cette pandémie, aucun gouvernement ne veut transformer les vaccins en biens communs de l'humanité, ni réquisitionner les usines et les laboratoires pour les produire en masse. C'est ce qui rend les pouvoirs publics incapables de réquisitionner les logements vacants et, à plus forte raison,

Après l'avoir lu, fais circuler ce bulletin

En bref... En bref... En bref... En bref... En bref...

d'exproprier les capitalistes qui ferment des usines et transforment des régions entières en déserts industriels.

Non, la Commune n'appartient pas au passé. Elle nous rappelle qu'un autre monde est possible, que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Pour une grève réussie le 29 mars

Des préavis de grève ont été déposés par les trois syndicats pour ce lundi 29 mars. Pour que cette grève soit un succès, la mobilisation est nécessaire. Or, ce n'est pas parce qu'il faut respecter les règles sanitaires pour empêcher la propagation du virus qu'il n'est pas possible de nous rendre visibles. Des petits groupes distribuant des tracts dans tout Bruxelles ne risqueraient rien. Ce n'est pas en restant chacun chez soi qu'on obtiendra des augmentations salariales.

La morale du patron, ce n'est pas la nôtre

Onze travailleurs ont été virés pour avoir filouté le système de pointage. C'est clair qu'on a tous besoin de congés payés supplémentaires... Mais se tirer des flûtes comme ça, c'est désorganiser le travail et mettre à mal la solidarité entre nous.

Le licenciement, on est contre parce que tout travailleur a besoin d'un salaire pour vivre.

Et en plus, l'avis du patron, on s'en fiche parce qu'il se moque bien de nos conditions de travail. Ce qui lui importe le plus, c'est que personne n'échappe à son système de pointage.

La grève des ateliers est dans l'air

La direction prépare une grande réorganisation des ateliers bus et on sait que ça ne va pas être bon pour les travailleurs. Elle a déjà fait savoir qu'elle muterait de nombreux mécaniciens, ce qui aura comme conséquence d'augmenter la charge de travail de tous. Il faut engager et puis c'est tout. Il est grand temps qu'on diminue la charge de travail de tout le monde. La colère couve dans les ateliers et la grève pourrait bientôt être à l'ordre du jour...

Notre santé n'est pas à vendre

Après un an de pandémie Covid, les chiffres de contamination sont à nouveau en augmentation. La hausse est particulièrement sensible sur les lieux de travail, qui constituent 40% des foyers. Bien que le télétravail soit obligatoire partout où c'est possible, l'intensité du trafic automobile prouve qu'il est manifestement de moins en moins appliqué. Plus préoccupant encore, près de 20% des entreprises contrôlées par l'inspection du travail ne respectent toujours pas les règles sanitaires les plus basiques comme la distanciation physique. Il est plus que temps

de dénoncer ces patrons rapaces qui sacrifient la santé de leurs travailleurs pour plus de profits !

France : à quand l'abolition du droit de cuissage ?

La Cour européenne des droits de l'homme est saisie d'une plainte contre l'État français pour une décision judiciaire particulièrement abjecte. La plaignante a été condamnée à un divorce à ses torts exclusifs parce qu'elle refusait d'avoir encore des relations sexuelles avec son époux ! Cette sanction, qui n'est pas la première du genre, continue tout simplement à légaliser le droit au viol et la servitude conjugale. À l'international, la France peut encore chercher à faire illusion avec sa diplomatie soi-disant féministe. À l'intérieur, elle continue à être régie par une mentalité misogyne et patriarcale. Et ce n'est pas avec un ministre de l'Intérieur visé par des accusations de viol que cela changera.

Propriété privée contre nécessité publique

Alors que la pandémie se poursuit et que l'on se trouve au seuil d'une troisième vague, les vaccins continuent à faire défaut. Bien qu'ils aient été produits grâce aux efforts de techniciens et de chercheurs inspirés par les précédentes découvertes scientifiques et payés en bonne partie grâce aux subsides publiques, les vaccins sont la propriété exclusive de quelques entreprises. Celles-ci gardent jalousement « leur » recette secrète et fixent librement les prix en organisant la production comme bon leur semble afin de pouvoir en tirer le maximum de profits. Nous voilà confrontés aujourd'hui au résultat de cette appropriation scandaleuse.

Birmanie : la lutte continue

Après le coup d'état qui a envoyé l'ancienne présidente Aung San Suu Kyi en prison le 1^{er} février, la contestation ne faiblit pas et nombreux sont les travailleurs qui continuent de s'opposer à l'armée malgré la répression. Particulièrement brutale dans les quartiers ouvriers, qui animent la révolte notamment grâce aux jeunes ouvrières du textile, elle ne parvient pas à enrayer le mouvement alors qu'une grève générale a été décrétée depuis plus d'un mois. Les travailleurs refusent une dictature qui aggravera encore leur sort et montrent ainsi leur détermination à combattre non seulement les militaires, mais aussi leurs donneurs d'ordre : les capitalistes.

En bref... En bref... En bref... En bref... En bref...

Pendant le confinement, retrouvez le journal sur
notre site ou suivez-nous sur Facebook.



facebook.com/lalutte.belgique



www.lalutte.org



contact@lalutte.org



0498/44 64 72